



Le Nouvel ordre mondial à l'assaut de l'Islam

Par [Pierre Hillard](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2011

[Mecanopolis](#) 18 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Frémissant fin 2010 et désormais bouillonnant depuis 2011, le monde musulman connaît des bouleversements qui ont pris de court les diplomates de tous les continents. Des manifestations de masse secouent les structures politiques héritées de la Seconde guerre mondiale ou de la décolonisation. Sur fond de pauvreté et de corruption généralisées, les foules sunnites et chiites exigent un changement radical. La démocratie, des élections libres, une plus grande liberté des médias et autres éléments propres à l'épanouissement de l'homme doivent désormais régir les structures politiques musulmanes. Ces revendications ne peuvent que satisfaire les dirigeants et les opinions publiques des nations européennes et américaines. Cependant, cette présentation idyllique se doit d'être vue sous l'angle de la réalité politique. En effet, « la comédie humaine », chère aux romans d'Honoré de Balzac, nous a appris que les grands événements sont toujours le fruit des actions d'une élite. Les masses ont toujours été utilisées comme instrument en faveur d'une politique bien définie. « Agitez le peuple avant de s'en servir » comme se plaisait à le rappeler le diplomate Charles-Maurice de Talleyrand qui, en ce domaine, s'y entendait.

L'architecture générale du nouvel ordre mondial en préparation

Pour mieux comprendre les bouleversements en cours dans les pays musulmans, nous devons aller du général au particulier. En effet, la trame de fond à l'origine de tous ces événements réside dans le développement du nouvel ordre mondial qui est plus qu'une idéologie ; c'est une mystique. Il s'agit de favoriser partout l'émergence de blocs continentaux européen, africain, Nord-américain ou Sud-américain politiquement unifiés et régis par des lois communes. L'ensemble de ces blocs doit constituer l'architecture générale d'une gouvernance mondiale réunissant une humanité indifférenciée et nomade. Cette politique prend déjà forme avec la création d'une assemblée parlementaire mondiale au sein des Nations Unies (APNU : *Assemblée Parlementaire des Nations Unies*)[1] sous la direction de l'Allemand Andréas Bummel[2]. Une monnaie mondiale doit structurer l'ensemble. Le FMI a déjà annoncé la couleur en avril 2010 en plaidant en faveur d'une monnaie planétaire (le Bancor) régie par une banque centrale mondiale (*Reserve accumulation and International Monetary Stability*)[3]. Ceci implique l'abandon du dollar et une réforme complète du système financier mondial. Cependant, cette construction babélique ne peut s'élever qu'à la condition d'imposer une uniformisation des esprits. Une unité de pensée, des réflexes psychologiques communs, un esprit consumériste et un hedonisme effréné doivent codifier les ressorts profonds de l'âme humaine. Or, dans cette affaire, l'Islam ne rentre pas dans cette configuration. Cette opposition est renforcée par une caractéristique fondamentale de l'Islam par rapport au monde occidental. En effet, les pays issus du résidu de civilisation chrétienne reposent sur la distinction entre le temporel et le spirituel. En revanche, la religion musulmane n'obéit pas à cette caractéristique en

fusionnant le temporel et le spirituel. L'Islam est en même temps une foi et une loi. C'est pour cette raison que la société civile, par exemple, n'a jamais pu naître en terre d'Islam. Cette présentation factuelle est indispensable à retenir car elle permet de comprendre que ces deux mondes sont sur des parallèles civilisationnelles.

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, les élites anglo-saxonnes ont accéléré le rythme en permettant l'édification d'une Union européenne assujettie à leurs intérêts[4] en coopération avec l'Allemagne[5]. Cette Union européenne doit, théoriquement pour 2015, constituer un partenariat transatlantique complet[6] avec le Nouveau monde qui lui-même est appelé à s'unifier dans le cadre d'une Union nord-américaine[7] selon les vœux du *Council on Foreign Relations* (CFR)[8]. Cependant, face à la montée en puissance du monde asiatique, en priorité chinois, Londres et Washington veulent s'assurer le contrôle complet des hydrocarbures en provenance des pays Sud-méditerranéens et du Proche-Orient. L'indépendance acquise du Sud-Soudan avec le soutien intéressé des Anglo-Saxons s'explique en raison de riches réserves pétrolières qui, désormais, échappent à Pékin. Cette politique en direction de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient fut appuyée dès 1995 par l'Union européenne qui lança le « Processus de Barcelone »[9]. L'objectif officiel était : 1) la définition d'un espace commun de paix et de stabilité ; 2) la construction d'une zone de prospérité partagée avec l'instauration progressive d'une zone de libre-échange ; enfin 3) le rapprochement entre les peuples.

En raison de résultats peu probants, la Commission européenne passa à la vitesse supérieure en 2003 en lançant la « Politique européenne de voisinage » (PEV)[10]. Cette dernière consiste à imposer aux pays du pourtour Sud-méditerranéens le modèle euro-atlantiste en leur présentant toute une série de normes à intégrer : l'économie de marché, le respect des droits de l'homme ou encore l'Etat de droit. Dans l'esprit des concepteurs européens, des normes communes doivent gérer tous les pays de part et d'autre de la Méditerranée. Une intégration complète doit conduire à l'union d'un Occident « civilisé » à celui d'un Orient « compliqué ». En fait, en filigrane, ce qui nous est proposé, c'est la tentative de restauration de l'Empire romain soudée à une excroissance géographique Nord-américaine. En matière d'intégration, les textes de la PEV sont très clairs. Ils stipulent : « *Le concept qui se trouve ancré dans la politique européenne de voisinage est celui d'un cercle de pays partageant les valeurs et objectifs fondamentaux de l'UE et s'engageant dans une relation de plus en plus étroite allant au-delà de la coopération, c'est-à-dire impliquant un niveau d'intégration économique et politique important* »[11].

En raison de cette dynamique, il fut décidé en 2007 la création d'une Union pour la Méditerranée sous l'impulsion du président Sarkozy. L'objectif officiel était de renforcer et d'accélérer le processus d'intégration des deux rives de la Méditerranée. Cependant, le projet fut fondamentalement remanié sous la pression de la chancelière Merkel appuyée par la Fondation Bertelsmann[12]. En effet, en raison du poids croissant de l'Allemagne en Europe centrale et orientale, les autorités françaises ont cherché à contrebalancer cette tendance en créant une forme de *Mittleuropa* Sud-méditerranéenne sous la seule influence de la France. Dans la première mouture d'Union pour la Méditerranée, seuls les pays riverains étaient intégrés au club. Flairant une politique de création de zone d'influence contraire à ses intérêts, Berlin exigea et obtint que tous les pays de l'UE participent à cette Union pour la Méditerranée. Comme le précisa clairement la chancelière : « *Si par exemple, nous construisons une Union pour la Méditerranée qui verrait uniquement la participation des Etats riverains de la Méditerranée disposant des instruments financiers de l'Union européenne, je le dis tout net ; d'autres diront : nous devons mettre sur pied une Union de*

l'Europe de l'Est avec par exemple, l'Ukraine (...). Alors, il se passera quelque chose que je tiens pour très dangereux. Il se pourrait que l'Allemagne se sente plus concernée de son côté par les pays d'Europe centrale et orientale tandis que la France, elle, se tourne du côté de la Méditerranée. Cela réveillerait des tensions à l'intérieur que je ne veux pas. C'est pourquoi, il faut être clair : la responsabilité à l'égard de la Méditerranée est aussi l'affaire d'un Européen du Nord au même titre que l'avenir des frontières de la Russie et de l'Ukraine est l'affaire de ceux originaires de la Méditerranée. Si nous n'arrivons pas à arrêter ce mouvement, alors l'Union européenne à mon sens retournerait à son stade primitif (...) »[13]. Le président Sarkozy s'inclina permettant à l'Allemagne, principal contributeur financier européen, de faire d'une pierre deux coups : maintien de son influence en l'Europe de l'Est tout en étendant et renforçant ses liens vers le Sud de la Méditerranée. Désormais baptisé « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », cette victoire allemande fut le 1870 de la diplomatie française.

La destruction programmée

En fait, le lancement officiel de la politique de déstructuration étatique et civilisationnelle des pays musulmans du Maroc à l'Afghanistan peut être daté au 7 février 2004. En effet, lors de la 40^{ème} Conférence de Munich sur la politique de sécurité sous l'égide de l'OTAN[14], Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères du chancelier Schröder, présenta un véritable programme politique à appliquer aux pays musulmans de concert avec les Etats-Unis. Porte-parole des travaux de différents think tanks américains (*Rand, Canergie Endowment, National Endowment for Democracy, ...*)[15] ou allemands (la Fondation Bertelsmann, ...)[16], Joschka Fischer rappela la nécessité d'une « *stratégie commune* » euro-américaine en deux points : 1) le lancement d'un processus méditerranéen commun de l'OTAN et de l'Union européenne ; 2) une « *Déclaration pour un avenir commun* » pour tous les pays du Proche et Moyen-Orient. Outre l'imposition de réformes touchant les domaines politiques, économiques et militaires à l'image des pays du bloc euro-atlantique, le ministre allemand proposa une refonte complète du système juridique, éducatif et social, la création d'ONG ainsi que le développement de la société civile, du dialogue interreligieux, la promotion des droits de l'homme en général et de l'égalité homme/femme en particulier pour l'ensemble du monde musulman. Toutes ces mesures doivent, selon l'expression même du ministre, favoriser « *l'intégration de leurs économies* », le tout reposant « *sur la conviction que la modernisation du Proche-Orient élargi sera décisive pour notre sécurité commune au XXI^{ème} siècle. Faire participer les populations du Proche et Moyen-Orient aux conquêtes de la mondialisation est donc dans notre plus grand intérêt* »[17].

Ces mesures révolutionnaires destinées à fondre le monde musulman dans les principes euro-atlantistes et mondialistes furent confirmées, le 27 février 2004, lors de la signature de « *l'Alliance germano-américaine pour le XXI^{ème} siècle* »[18] à Washington entre le chancelier Schröder et le président Bush. Outre le rappel des mesures proclamées à Munich, il est clairement affiché que : « *Nous devons construire un véritable partenariat qui relie l'Europe et l'Amérique aux pays du Proche et Moyen-Orient afin de travailler ensemble avec les pays et les peuples de cette région dans un cadre permettant d'atteindre des buts ciblés et de vivre paisiblement les uns à côté des autres (...)* ». En fait, ces affirmations épousent parfaitement les objectifs de la politique du « Grand Moyen-Orient » lancée par l'administration Bush, désormais baptisée « Nouveau Moyen-Orient » (*New Middle East*) sous le plume de Richard Haass président du CFR dans la revue *Foreign Affairs* en 2006[19]. Cette coopération euro-américaine est d'autant plus significative qu'elle se retrouve dans

les travaux de la Fondation Bertelsmann qui a développé une double politique à l'égard d'Israël et du monde musulman. Dans un premier temps, il s'agit dans le cadre du « *Dialogue germano-juif* »[20] d'intégrer Israël à l'architecture politique, économique et militaire euro-atlantique. L'Etat hébreu doit constituer un pilier du judaïsme en liaison avec deux autres piliers : les judaïsmes européen et américain. Dans un deuxième temps, cette politique ne peut se concrétiser qu'à la condition de réussir à arrimer le monde musulman à cette construction géopolitique. C'est tout l'enjeu des « *Discussions de Kronberg* »[21] qui, depuis 1995, permettent des discussions entre euro-américains et élites musulmanes afin d'inciter ces dernières à adopter les principes politico-philosophiques des euro-atlantistes dans les structures internes des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Or, ces discussions achoppent en raison de la fusion du spirituel et du temporel propre à l'Islam. Et c'est là où les autorités américaines ont d'une certaine manière lâché le morceau.

Le Vatican II de l'Islam

En juin 2006, un article intitulé « *Frontières de sang* » sous la signature de Ralph Peters et paru dans la revue militaire américaine *Armed Forces Journal* (AFJ), a présenté une carte recomposant le Proche-Orient en fonction des critères ethniques et religieux[22]. Tous ces pays voient leurs frontières bouleversées. En fait, son auteur s'inspire largement des travaux de l'islamologue britannique proche de Zbigniew Brzezinski (conseiller du président Obama), Bernard Lewis. Ce dernier est l'auteur de l'expression « Choc des civilisations »[23] reprise avec succès par Samuel Huntington. Pour Bernard Lewis, il s'agit de balkaniser le monde musulman afin de créer de mini-Etats pétroliers plus faciles à contrôler. Un modèle de restructuration appelé « *arc de crise* » fut présenté dans la revue « *Time* » en janvier 1979[24]. Cette recomposition complète repose sur le principe du « divisez pour mieux régner ». Cependant, derrière l'aspect politico-économique, la mystique mondialiste s'attaque au cœur du monde musulman concernant un point méconnu de nos sociétés matérialistes. En effet, la nouvelle carte présente un remaniement révolutionnaire : un « *Etat sacré islamique* » regroupant Médine et la Mecque au sein d'une Arabie Saoudite complètement désarticulée et dont l'éclatement aurait de fatales répercussions sur l'économie mondiale (grandes difficultés d'approvisionnement en pétrole) et sur la stabilité du dollar. Comme le précise son auteur : « *La cause principale de la large stagnation du monde musulman réside dans le traitement réservé à la Mecque et à Médine considérés comme leur fief par la famille saoudienne. Les lieux saints de l'Islam soumis au contrôle de la police d'Etat de la part d'un des plus bigots et oppressifs régimes au monde ont permis au Saoud (ndlr : la famille régnante d'Arabie Saoudite) de projeter leur croyance wahhabite à la fois intolérante et disciplinée au-delà de leurs frontières. (...) Imaginez comme le monde musulman se sentirait mieux si la Mecque et Médine étaient dirigés par un Conseil représentatif tournant issu des principales écoles et mouvements de l'Islam dans le monde au sein d'un Etat sacré islamique - une sorte de super Vatican musulman - où l'avenir de la foi serait débattu au lieu d'être arbitrairement fixé* »[25].

En effet, parler de l'intégration du monde musulman à l'axe euro-atlantique et aux principes du nouvel ordre mondial signifie que cela ne peut se faire qu'à la condition de modifier radicalement leurs référents religieux et, par ricochet, politiques, économiques, sociaux et psychologiques. La mystique mondialiste veut imposer son baptême permettant la mise en forme d'un panthéisme. La création d'un « *Etat sacré de l'Islam* » et d'un « *Conseil représentatif tournant* » en mesure de modifier la religion de l'intérieur correspond à l'instauration d'un Vatican II de l'Islam. Pour rappel, les préceptes de l'Eglise catholique étant incompatibles avec la doxa mondialiste, il fut nécessaire de favoriser un

aggiornamento complet grâce à Vatican II (1962-1965) afin de permettre aux successeurs de saint Pierre de soumettre la doctrine catholique à l'idéologie mondialiste dans le cadre d'une *Agapè* inversée et célébrée dans le Temple des Nations Unies. Ce fut affirmé sans ambiguïtés par Jean XXIII qui, dans son encyclique *Pacem in terris* de 1963[26], rappelait la nécessité d'un « *pouvoir supranational ou mondial* » qui ne soit pas institué de force permettant « *l'établissement d'une organisation juridico-politique de la communauté mondiale* ». Cette affirmation fut reprise par Benoît XVI qui n'hésita pas à encourager l'humanité à s'engager « *dans l'édification d'un nouvel ordre mondial* » dans son message de Noël en 2005[27]. Ce pape réitéra son engagement, dans son encyclique *Veritas in caritate* de 2009, en appelant à créer une « *autorité politique mondiale* » en liaison avec l'ONU[28]. C'est la même démarche qui attend les pays musulmans si le projet consistant à entièrement déstructurer cette zone géographique du Maroc à l'Afghanistan arrive à son terme. Cette politique de dissolution et de recomposition doit favoriser les luttes entre sunnites et chiïtes, entre musulmans et chrétiens et conduire à une confrontation brutale avec le sionisme. De ce magma en fusion, un « *Islam des Lumières* » doit théoriquement émerger du chaos engendré par la mystique mondialiste afin de l'intégrer aux dogmes de la gouvernance mondiale. L'heure de vérité a sonné. Finalement, les auteurs de ce drame aux conséquences incalculables (politiques, économiques, énergétiques et en vies humaines) suivent à la lettre les fameux vers du poème de Goethe, « *L'apprenti sorcier* », qui rappelaient : « *Les esprits que j'ai réveillés ne veulent plus m'écouter* ».

Pierre Hillard, pour [Mecanopolis](#)

Notes :

[1] <http://fr.unpacampaign.org/about/unpa/index.php>

[2] Andreas Bummel, *Internationale Demokratie entwickeln*, Horizonte Verlag, 2005.

[3] <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2010/041310.pdf>

[4] Daniel S. Hamilton et Joseph P. Quinlan, *Deep Integration, how transatlantic markets are leading globalization*, Center for Transatlantic Relations, 2005.

[5] *From Alliance to coalitions - The Future of transatlantic relations*, Bertelsmann Foundation Publishers, 2004.

[6] http://eeas.europa.eu/us/index_en.htm

[7] Robert Pastor, *Toward a North American Community*, Institute for International Economics, Washington, 2001.

[8] <http://www.cfr.org/canada/building-north-american-community/p8102>

[9] http://eeas.europa.eu/euromed/barcelona_fr.htm

[11] http://ec.europa.eu/world/enp/index_fr.htm

[11] http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/strategy/strategy_paper_fr.pdf

[1 2]

http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xbcr/SID-78E16179-7CC69647/bst/Thielen-Kronberg_Rede_Deutsch.pdf

[1 3]

http://www.bundesregierung.de/nn_914560/Content/DE/Archiv16/Rede/2007/12/2007-12-05-merkel-konvent-fuer-deutschland.html

[14] <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,285410,00.html>

[15] <http://www.voltairenet.org/article168381.html>

[1 6]

<http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xbcr/SID-9D5A8747-62430B34/bst/EuropeAndMiddleEast.pdf>

[17] <http://www.ag-friedensforschung.de/themen/Sicherheitskonferenz/2004-fischer.html>

[18] <http://www.voltairenet.org/article13021.html>

[19] <http://www.foreignaffairs.com/articles/62083/richard-n-haass/the-new-middle-east>

[2 0]

http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xbcr/SID-1B23CFCD-E0E5C7F7/bst_engl/xcms_bst_dms_15020_15021_2.pdf

[2 1]

http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-15981770-372BE224/bst/hs.xsl/86681_87042.htm

[22] http://en.wikipedia.org/wiki/File:Ralph_Peters_solution_to_Mideast.jpg

[23] <http://www.lepoint.fr/archives/article.php/17832>

[24] <http://www.time.com/time/covers/0,16641,19790115,00.html>

[25] <http://www.armedforcesjournal.com/2006/06/1833899>

[2 6]

http://www.vatican.va/holy_father/john_xxiii/encyclicals/documents/hf_j-xxiii_enc_11041963_pacem_fr.html

[2 7]

http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/messages/urbi/documents/hf_ben-xvi_mes_20051225_urbi_fr.html

[2 8]

http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/encyclicals/documents/hf_ben-xvi_enc_20090629_caritas-in-veritate_fr.html

Pierre Hillard est l'auteur de « *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial* », aux Editions François-Xavier de Guibert

Articles Par : [Pierre Hillard](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca